

Luong Thi Truong



### **Criminalisation**

En 2018, environ 246 personnes ayant participé aux rassemblements contre les projets de loi sur la création des Zones Ppéciales et sur la sécurité sur Internet ont été arrêtées et incarcérées. Ces arrestations ont été menées avec des jugements et des condamnations criminelles pour plusieurs violations, y compris la « *diffusion de la propagande contre l'État ou des activités visant à renverser le gouvernement* » ou à « *enfreindre la solidarité* » en Asie de l'Est et de l'Asie du Sud-Est. Ces condamnations impliquent des peines lourdes, comme des peines de 10 à 20 ans de prison. Parmi ces personnes, 30 personnes issues de minorités ethniques (ME) originaires des hauts-plateaux du Centre ont été jugées pour avoir « *enfreint la solidarité* » et punis d'une peine entre 6 et 12 ans d'emprisonnement.<sup>4</sup>

Le droit à la liberté de mouvement est stipulé dans la Constitution et confirmé dans la *Loi sur les droits civiques*, la *Loi sur la nationalité* et la *Loi sur l'investissement* et dans d'autres documents juridiques y faisant mention. Le Vietnam applique une politique conséquente pour assurer une migration légale, protégée et régulière, empêcher la migration illégale, et préserver les droits légitimes et les intérêts des citoyens pendant la totalité de la procédure de migrations.<sup>5</sup>

Cependant, lorsque les minorités ethniques comme les Mong, Yao, Tay et les Nung migrent des plateaux du Nord vers les hauts-plateaux du Centre, souffrant des pénuries de terres pour l'agriculture et les difficultés des conditions de vie, ces migrants sont considérés comme « illégaux ». Cette étiquette leur cause beaucoup de privation, en matière de droits, comme: l'impossibilité d'obtenir un justificatif de résidence; ne pas jouir des avantages de lois pour les minorités ethniques comme l'exemption ou la réduction de frais pour la tutelle et la gratuité des soins médicaux; l'impossibilité d'obtenir un certificat de naissance et/ou d'indiquer l'illégitimité d'un enfant, etc.<sup>6</sup>

Les autorités locales ont appliqué plusieurs actions afin d'empêcher la migration illégale, comme le retour forcé des migrants vers leurs terres d'origine. Néanmoins, ces gens se retrouvent sans terre, parce qu'ils ont déjà vendu leur propriété, y compris leur terre, avant de la quitter et ne sont pas en mesure de la racheter.<sup>7</sup>

### **Efforts d'assimilation et de défense des droits à la pratique culturelle.**

On a rapporté des plaintes en décembre 2018 concernant un avis communal du Comité populaire dans la province de Hoa Binh. Cet avis annulait le Festival traditionnel de printemps des Mong dans les 4 communes et a changé la date pour qu'il coïncide avec la Fête du Têt du pays. Les Mong habitant cette localité n'ont donc pas pu profiter du festival du printemps selon leur calendrier traditionnel. Les Mong habitant dans d'autres régions du Vietnam (comme Mu Cang Chai, Tram Tau, province de Yen Bai ou à Ha Giang, Lai Chau et Dien Bien) ont déjà été « persuadés avec succès » de laisser tomber leur festival traditionnel et de rejoindre la fête nationale du Têt. Toutefois, dans plusieurs autres localités, sans tenir compte des campagnes de persuasion des autorités locales, les populations continuent d'organiser leurs festivals selon leur calendrier traditionnel.<sup>8</sup>

### **Instauration des recommandations de l'Examen Périodique Universel (EPU)**

Le mécanisme de l'EPU doit examiner le cas du Vietnam en 2019. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a annoncé la réception de 77 rapports soumis au Conseil des droits de l'homme des Nations-Unies par des organisations internes et externes du Vietnam. Ils comportent peu d'informations sur les contextes autour des structures en charge des droits de l'homme et la manière dont elles affectent et sont impliquées dans l'utilisation et à la préservation de l'environnement. Ces rapports manquent également d'informations sur les injustices liées à la gestion territoriale et aux conflits judiciaires. L'EPU rassemble 57 rapports individuels et 20 rapports collectifs; 25 des 57 rapports individuels et 8 des 20 rapports collectifs provenaient des organisations et associations vietnamiennes. On constate une réussite majeure des organisations par rapport au deuxième mandat (2014) et premier mandat (2009) de l'EPU lorsque les organisations nationales n'étaient pas représentées.

Le Centre pour le développement durable dans les zones montagneuses (*Centre for Sustainable Development in Mountainous Areas - CSDM*) a également soumis son rapport.<sup>9</sup>

Au cours du deuxième cycle de l'EPU, en 2014, le Vietnam a accepté 182 des 227 recommandations :

- 34 recommandations relatives à la protection des droits des groupes vulnérables, et
- 9 concernant les groupes des minorités ethniques.

En 2015, le Premier ministre a approuvé le plan d'ensemble pour la mise en place des recommandations acceptées, assignant des tâches spécifiques d'instauration à 18 organismes et beaucoup d'autres unités de coordination. Plusieurs organismes ont activement développé leurs propres plans d'action dans les zones appropriées et ont intégré la mise en place des recommandations de l'EPU dans les stratégies et projets de développement social économique comme :

- le Programme de l'objectif national de 2016-2020 pour la réduction durable de la pauvreté ;
- le Programme pour les nouvelles zones rurales et ;
- le Projet de l'instauration de l'Agenda 2030.

Afin de combler le fossé social économique interethnique, le gouvernement a adopté :

- la Politique spéciale de l'aide au développement social économique pour les minorités ethniques et les régions montagneuses de 2017-2020, ainsi que ;
- le Programme de l'objectif national pour la réduction durable de la pauvreté et plusieurs autres projets importants.<sup>10 11 12</sup>

En octobre 2018, le Vietnam a réalisé 175 recommandations (soit 96.2% de celles qui ont été acceptées) :

- 159 d'entre elles ont été instaurées dans leur totalité ;
- 16 partiellement ;
- 7 restent en attente, soient en processus d'instauration ou que l'instauration est prévue pour une période plus propice.

Plusieurs recommandations concernant l'élaboration et l'amendement de lois ont été consciencieusement prises en considération et en consultation avec de nombreuses agences gouvernementales, des ONG et des citoyens, les projets de loi sont soumis à l'Assemblée nationale pour considération. L'Assemblée nationale a accepté un certain nombre d'amendements.<sup>13</sup>

## **Droits fonciers**

Dans le Rapport préparatif du 3<sup>ème</sup> EPU (en 2019)<sup>14</sup>, les problèmes fonciers ne sont pas mentionnés malgré les efforts de lobbying de la part de la société civile et malgré la récurrence et la controverse autour de ce problème. Les raisons pour les conflits fonciers

- proviennent:
- de la pénurie de terres pour l'agriculture, ce qui contraint la population à revendiquer illégalement la terre;
  - de la mauvaise gestion des terres qui entraîne des conflits entre les différents groupes ;
  - de la transformation ambiguë de la terre des zones forestières en terre de production;
  - des nombreux projets répartissant la terre sans implantation réelle en raison du manque de capacité interne de la protection des forêts et des équipes de gestion ;

tout cela a pour conséquence la perte, l'appropriation et le commerce des forêts.

D'après le Département municipal de l'agriculture et du développement rural de Dang Nong, il existe 40 projets, avec plus de 31.600 hectares de terre répartie, qui ne sont pas correctement instaurés et non conformes au planning.<sup>15</sup>

Dans les hauts-plateaux du Centre, environ 285.000 hectares de terrain avec et sans certificat de propriété sont restés en litige prolongé pendant plus de 20 ans.<sup>16</sup>

Les principaux conflits fonciers opposent la population locale des ME et les exploitations forestières de l'État ou privées.

En juillet 2018, un conflit éclate lorsqu'un homme nung de la commune de Quang Truc, dans le district de Tuy et Duc, Province de Dac Nong a été jugé et condamné à mort car il avait tué 3 personnes par balle et blessé seize autres. Cet acte de violence résultait d'un conflit foncier qui durait depuis plusieurs années avec une exploitation privée qui voulait s'approprier la terre revendiquée par un homme des minorités ethniques.<sup>17</sup>

Dans les provinces du Centre comme Quang Binh, Quang Tri, Thua Thien-Hue, les conflits fonciers sur les forêts durent longtemps et sont récurrents.<sup>18</sup> Dans cette zone, la population des minorités ethniques a perdu sa terre forestière, les champs sur les plateaux, les pâturages, les salaires et la compensation financière pour la terre, que l'exploitation n'a pas payée. De plus, elle a perdu ses ressources précieuses en eau de source naturelle et son revenu généré par les produits forestiers, alors que la terre s'est beaucoup dégradée, conséquence d'une culture d'eucalyptus pour sa commercialisation.

### **L'accès à la justice**

Entre 2014 et 2018, le Vietnam a amendé, révisé et promulgué 96 nouvelles lois et ordonnances relatives aux droits de l'homme et du citoyen, conformément à la Constitution de 2013, ce qui aide à l'institutionnalisation de celle-ci.

Ce sont les suivantes les lois suivantes:

- le Code civil (2015) ;
- la Loi sur les croyances et les religions (2016), la loi sur la presse (2016), la loi sur l'accès à l'information (2016) ;
- la Loi sur l'aide juridique (2017).

Toutefois, les jeunes et les femmes des minorités ethniques en particulier, ont un accès à la justice encore très limité. Les chefs de village peuvent demander l'accès au système judiciaire, mais c'est très limité. Les autorités communales permettent l'accès, mais la population fait rarement appel à la police. Les réglementations sur l'interdiction des plaintes dans les groupes et au-delà des niveaux administratifs ainsi que l'incapacité de la population à les surmonter restent les plus grands obstacles pour la population locale ayant résolu son litige, en particulier, les conflits concernant les terres et les forêts. La législation récente n'en fait pas mention.

### **Les femmes et les jeunes des minorités ethniques**

Afin de traiter les questions du genre, le Parti communiste vietnamien a publié le 27 avril 2007 la *Résolution n°11-NQ/TW* sur la Promotion de la participation des femmes dans la période de l'industrialisation et la modernisation accélérée du pays.

L'auteur a rédigé une étude de cas sur l'impact de cette politique selon la Résolution 11 qui concerne les femmes des minorités ethniques du Vietnam. L'auteur a rassemblé 56 documents législatifs et deux programmes nationaux concernant les ME de 2007 à 2017.

À partir de l'analyse de ces documents, les deux conclusions principales sont:

1) que les rôles et les droits des femmes ME n'apparaissent pas dans la plupart des réglementations nationales et provinciales, et que la *Résolution n°11* n'est pas mentionnée dans beaucoup de lois, politiques et programmes d'actions spécifiques relatives aux ME;

2) que la *Résolution n°11* n'a pas été clarifiée dans les lois et réglementations promulguées par le gouvernement et les autorités.

Les 53 documents officiels analysés ne considéraient pas la *Résolution n°11* comme leur directive de base.<sup>19</sup>

### **La jeunesse des Minorités Ethniques**

On a constaté récemment une augmentation des articles de recherche sur la jeunesse ME qui quitte sa terre pour trouver des opportunités d'emploi dans les zones urbaines. Les raisons principales de cet exode sont:

- le peu d'opportunités servant à l'établissement d'un mode de subsistance stable ;
- les tentatives de fuite des formalités sociales afin d'améliorer ses aptitudes à la préparation des différents métiers dans l'avenir.<sup>20</sup>

Les jeunes des ME considèrent les foyers familiaux comme des espaces sécurisants, vers lesquels ils peuvent revenir quand ils rencontrent des difficultés.

Les déplacements de la jeunesse des ME sont influencés par les rapports familiaux et ceux des villages, le jeune qui fait le premier pas va persuader les autres à faire de même, souvent à l'extérieur des canaux d'emploi officiels.

La plupart des jeunes des ME sont de simples ouvriers, plus vulnérables et qui encourent le risque de la discrimination dans la recherche d'emploi.

La discrimination envers les ME a pour conséquence la discrimination à l'embauche, au travail et à la promotion. Leurs caractéristiques (comme les accents, les noms, les costumes, la couleur de peau, etc.) rendent les jeunes ME facilement reconnaissables, ils sont humiliés, jugés « primitifs », sont discriminés et sont parfois violentés.

Beaucoup de jeunes ME travaillent avec des employeurs sur la base d'un accord mutuel et de confiance, sans avoir signé de contrat.

En raison d'un manque d'information sur le droit du travail, les droits humains ou le concept de contrat, ils n'insistent pas pour en signer un. Par conséquent, ils sont souvent trompés et privés de leurs droits. Le scénario social économique urbain sert aussi à éliminer et à rendre leurs pratiques culturelles autochtones invisibles.<sup>21</sup>

### **Notes and références**

1. Decision No. 59/2015/QĐ-TTg of 19 November 2015 on the multidimensional approach to poverty standard for the period 2016-2020
2. See <http://bit.ly/2SKer5b>; <http://bit.ly/2RZ5B8H>; <http://bit.ly/2N4WWku>;

3. See <http://bit.ly/2N0Q47F>
4. See <http://bit.ly/2N4r1Rd>
5. See the results of the third UPR
6. See <http://bit.ly/2N3luJs>
7. At present, there are approximately 25 million people living in mountainous areas, of which some 14 million are EM.
8. See <http://bit.ly/2N3JbCx>
9. See OHCHR | Universal Periodic Review - Vietnam at <http://bit.ly/2N1UkDX>
10. See the results of the 3<sup>rd</sup> UPR
11. Evaluation on policy and programme on social and economic development in mountainous areas – Recommendations for the period 2021-2025, towards 2030.
12. Important projects noted in the 3<sup>rd</sup> UPR include: Decision for the Implementation of the SDGs concerning ethnic minorities (2015), Project on Socio-economic Development Assistance for ethnic micro-minorities for the period 2016-2025, the Project on Assisting Gender Equality Activities in Ethnic Minority Areas for the period 2018-2025, the Project on Reducing Early Marriage and Intermarriage in Ethnic Minorities Area for the period 2015-2025, the 2016 Project on Ethnic Minorities Issues Training for officials and public servants, and the Project on Assisting Ethnic Minorities in the Application of Information Technology.
13. See the results of the 3<sup>rd</sup> UPR
14. The Universal Periodic Review (UPR) is a unique mechanism of the Human Rights Council (HRC) aimed at improving the human rights situation on the ground of each of the 193 United Nations (UN) Member States. Under this mechanism, the human rights situation of all UN Member States is reviewed every 5 years by other Member States. The result of each review is reflected in the Final Report of the Working Group, which lists the recommendations the State under review (SuR) will have to implement before the next review.
15. See <http://bit.ly/2N5B48h>
16. Ibidem
17. See <http://bit.ly/2N52hYI>; <http://bit.ly/2N4rbbh>; <http://bit.ly/2N2hASc>; <http://bit.ly/2N1DUv4>
18. See <http://bit.ly/2N43n7h>; <http://bit.ly/2N53Hm0>; <http://bit.ly/2N53P4Y>; <http://bit.ly/2N4Xmay>; <http://bit.ly/2N0QxGX>; <http://bit.ly/2N43rE3>
19. Resolution No. 11-NQ / TW of the Communist Party of Vietnam was promulgated on 27 April 2007 on women's affairs in the period of accelerated national industrialization and modernization. The goal of the Resolution is: By 2020, women's capacity will be raised for all aspects to meet the requirements of industrialization, modernization and international economic integration; their material, cultural and spiritual life will be improved; consequently, women will be increasingly involved in social works and equality in all fields, providing increasing contributions to the society and their families.
20. Study on EM youth migrant working in northern cities of Vietnam by the Institute of Social and Environment Study 2018.
21. Ibidem

***Luong Thi Truon est le directeur du Centre pour le développement durable dans les régions montagneuses (CDDRM), une ONG vietnamienne. Elle appartient au groupe minoritaire Thai et a été sélectionnée comme représentante des minorités ethniques au bureau exécutif du programme ONU-REDD au Vietnam en 2018.***

Source : IWGIA 2019 The Indigenous World  
Traduction pour le GITPA par **Constance Vaganay**